



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel.  
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S  
E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

3ème année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 123 du 08 avril 2019

*Conduite des affaires de l'État*

## Mahamadou Issoufou, président de la République ou chef de parti ?



*Crise de succession au Pnds*

*Mahamadou Issoufou  
a tenu, de façon  
audible et claire pour  
tout le monde, à dire  
aux Nigériens qu'il  
représente à la tête  
de l'Etat et pour qui il  
travaille*

**Mohamed Bazoum confirme,  
Mahamadou Issoufou dément**

---

**Ce que les Nigériens attendent  
de Mahamadou Issoufou en 2021**

## Amères vérités

# Mahamadou Issoufou a tenu, de façon audible et claire pour tout le monde, à dire aux Nigériens qui il représente à la tête de l'Etat et pour qui il travaille

Nous sommes plus que jamais sur une pente dangereuse, avec un homme à qui la Constitution interdit explicitement de prendre parti, tant dans les discours que dans les actes, mais qui le fait de plus en plus de façon ouverte, délibérée et provocante. Face à Fogué Aboubacar sur Télé Sahel, Mahamadou Issoufou n'a pas parlé en qualité de président de la République mais bien en partisan, affichant fièrement son parti pris en acceptant qu'on lui pose une question sur le Pnds Tarayya et en y répondant comme si l'on avait affaire à Mohamed Bazoum qui en est le président. Cette question, bien évidemment, n'est pas là par hasard, générée par l'intuition professionnelle du journaliste Fogué. Elle a été par la volonté de Mahamadou Issoufou qui l'a voulu et peut-être même inscrite de sa main au questionnaire. Elle fait partie, comme celle qui lui a été retournée sur Hama Amadou, des questions personnelles d'un homme qui ne se gêne pas de parler et d'agir en violation des lois. Alors qu'il a signifié à Fogué Aboubacar à propos de Hama Amadou que c'est à la justice qu'il faudrait poser sa question, Mahamadou Issoufou ne s'est pas du tout gêné de s'épandre sur le Pnds. Pourtant, la question du journaliste est des plus incommodes pour un président de la République. « Votre parti, le Pnds Tarayya, a connu sa première grande crise lors de la désignation de votre dauphin... », a dit Fogué. Ce à quoi le bonhomme a rétorqué « qu'il n'y a jamais eu de crise au Pnds », que « le Pnds a été fondé sur des valeurs », que « le Pnds est en train de montrer la voie », etc. Mohamed Bazoum n'aurait pas été plus clair à propos de son parti pris. En vérité, Mahamadou Issoufou a tenu, de façon audible et claire pour tout le monde, à dire aux Nigériens qui il représente à la tête de l'Etat et pour qui il travaille. D'où son sentiment du devoir accompli.

Non seulement Mahamadou Issoufou a ouvertement accepté d'endosser son appartenance politique, déclarant ainsi son parti pris à la tête de l'Etat, mais il assume d'avoir travaillé pour les uns et brimé les autres, d'avoir aidé des Nigériens à s'enrichir tandis que la plus grande masse s'appauvrit, d'avoir, en un mot, été reconnaissants pour tous ceux qui ont décidé de fermer leurs yeux sur la gouvernance scandaleuse qu'il a imprimée dans la conduite des affaires de l'Etat. Sur ce plan, lorsqu'on fait le point des détournements massifs de fonds, des trafics de devises, d'armes et de drogue qui ont ruiné le bel espoir naissant en 2011, à son arrivée au pouvoir, enrichissant considérablement des personnes notoirement connues, il n'y a pas de doute que Mahamadou Issoufou a accompli son devoir. Si tel est son devoir. C'est manifestement le cas.

Dans cette politique de discrimination qu'affiche délibérément et de façon en plus ostentatoire le chef de l'Etat, c'est le Niger qu'il expose à de périls graves. S'il revendique une telle posture institutionnelle, c'est qu'il n'est plus le président de la République auquel tous les Nigériens doivent respect et considération. Je n'ose pas dire confiance puisqu'elle a été brisée depuis bien longtemps. Mahamadou Issoufou est-il le président de tous les Nigériens ? Ses discours, comme ses actes, ne militent pas en faveur de cette thèse. Et l'homme ne s'en plaint pas du tout. Au contraire, il semble y tirer satisfaction et jouissance de se reconnaître comme un partisan à la tête de l'Etat. Après avoir accepté que l'on le présente comme celui qui a choisi Mohamed Bazoum pour être le candidat

du Pnds dans le cadre de l'élection présidentielle prochaine, le chef de l'Etat a enfoncé le clou en acceptant, au cours d'un entretien sur la chaîne télévisée gouvernementale, supervisé par le directeur général de l'ORTN, d'être présenté comme un partisan. Il monte, donc, crescendo dans cette posture préjudiciable à la paix sociale, à la cohésion et à l'unité des Nigériens.

Tous ceux qui en doutaient sont désormais avertis par Mahamadou Issoufou en personne. Il y a, d'une part, le Pnds Tarayya et tous les Nigériens qui s'y reconnaissent pour le bonheur desquels Mahamadou Issoufou travaille sans relâche, d'autre part les autres qui peuvent crever. Vous êtes du Pnds ou même un soutien inconditionnel du régime ? Vous pouvez alors disposer des ressources publiques de l'Etat comme bon vous semble, violer les lois les plus sacrées, vous adonner aux trafics d'armes et de drogue, vous faire justice en faisant tuer, etc.

Vous n'êtes pas du Pnds et vous vous affichez clairement contre la gouvernance de Mahamadou Issoufou ? Eh bien, sachez que votre sort ne préoccupe pas Mahamadou Issoufou et vous pouvez manquer d'eau, d'électricité, de grains, être arrêté pour un OUI ou pour un NON, crever et pourrir en prison, être accusé de terrorisme, etc. Pendant, les véritables trafiquants d'armes et de drogue sont protégés et couverts, vivant sous les lambris du pouvoir, en toute liberté. Et ça ne gêne pas du tout le bonhomme qui pense et se paie le luxe de déclarer qu'il a bien travaillé. Lorsqu'on a bien travaillé, l'on n'a pas besoin de le chanter pendant qu'on a encore assis sur les décombres de ses ruines. Mahamadou Issoufou peut être certain qu'il ne convainc aucun Nigérien. Ni à l'opposition ni au pouvoir.

Ah, ne nous éloignons des raisons véritables d'inquiétude pour le Niger. Oui, car ce n'est pas tant les discours abracadabrants sur ses bilans, plus proches du virtuel que de la réalité, qui doit interpeller, mais plutôt ses tendances prononcées à s'afficher comme un partisan. Cela n'a pas échappé à certains esprits lucides qui ont régulièrement alerté afin que le Niger ne tombe pas dans les profondeurs immondes d'une politique ignoble. En démocratie multipartite comme celle du Niger, lorsqu'on est à la tête de l'Etat, soit-il après un hold-up électoral, on s'assume comme président de la République, incarnation de la cohésion sociale et de l'unité nationale ou son s'efface. Or, Mahamadou Issoufou n'a pas pris les armes pour prendre le pouvoir. S'afficher comme il le fait est symptomatique du mépris qu'il a pour la démocratie et la République qui ne lui servent que pour assouvir des desseins encore inconnus. Il est inadmissible qu'il se présente ainsi, sous les traits d'un militant du Pnds alors qu'il est encore à la tête de l'Etat. S'il n'a pas de respect pour une catégorie de Nigériens qu'il pense ainsi narguer, il doit avoir des égards pour la fonction qu'il porte sur les épaules. De toutes les façons, il doit se convaincre d'une chose : la perpétuation de son pouvoir par à travers Mohamed Bazoum n'est pas forcément la panacée à ses a ; tout comme la propagande de grands journaux comme Jeune Afrique ne pourra pas servir à changer la réalité, poignante et connue de tous, y compris à l'extérieur, de ce régime qui prétend lutter contre le terrorisme et le banditisme transfrontalier, mais qui sert de toit à des trafiquants de drogue.

**BONKANO**

## Conduite des affaires de l'État

# Mahamadou Issoufou, président de la République ou chef de parti ?

Face à Fogué Aboubacar qui a été choisi pour conduire un entretien avec lui sur le bilan de ses huit années de pouvoir, Mahamadou Issoufou s'est présenté à ses compatriotes avec deux casquettes distinctes, mais revendiquées et assumées avec la même vigueur. Il l'a fait si bien que les téléspectateurs qui l'ont suivi dans son grand oral se sont demandé s'ils ont affaire à un président de la République ou à un chef de parti. La question est de rigueur. Tout, absolument tout, interdit à Mahamadou Issoufou de se prêter à un jeu partisan. La Constitution du Niger, qu'il a juré de respecter et de faire respecter, le lui défend formellement. Les articles 4, 46, 50, 62, 63, 64, 65, notamment, le présentent comme un personnage qui doit impérativement se place au dessus de la mêlée, c'est-à-dire sans parti pris. Il doit, comme le lui enjoint la loi fondamentale, éviter toute posture et/ou discours qui pourrait le présenter sous les traits d'un chef de clan. Outre la loi, les traditions nigériennes, fortement bâties depuis de longues décennies sur la solidarité nationale, la cohésion sociale et l'intégration des différentes communautés, en particulier par les liens du mariage, ont fait émerger une culture du vivre-ensemble qui transcende l'appartenance politique. Toutes choses qui doivent favoriser et amener le président de la République à entretenir cet esprit de cohésion et d'unité de tous les enfants du Niger, sans discrimination aucune.

**En certaines circonstances, l'on a frôlé la catastrophe et ce n'est pas toujours, sur des bases politiques.**

Les choses se sont véritablement gâtées sous Mahamadou Issoufou. Depuis qu'il est à la tête de l'État, la discrimination entre Nigériens a été exacerbée dans l'économie, la justice, la politique, etc. Tout a été mis en œuvre pour distinguer les Nigériens selon leur appartenance politique. Pire, en certaines circonstances, l'on a frôlé la catastrophe et ce n'est pas toujours, sur des bases politiques. Conseiller avec rang de ministre à la présidence de la République, Sanoussi Jackou a carrément mis allumé le feu en février 2018, s'attaquant ouvertement et par voie de presse, à une catégorie de Nigériens. Il s'en est tiré avec une brève interpellation à la police judiciaire, histoire de faire semblant. Récemment, un certain Ali Lawson s'est violemment attaqué à Mohamed Bazoum à qui il a dénié le droit d'être candidat à la magistrature suprême à cause de ses origines. Interpellé par la police, il a été libéré aussitôt que son parti s'est rallié au Pnds. Ce ne sont pas les seuls cas.

**Le journaliste lui a bien dit « votre parti, le Pnds » et il l'a accepté, non sans afficher un air de fierté en présentant son parti comme un modèle.**

Voir et entendre Mahamadou Issoufou assumer son appartenance



au Pnds est par conséquent dans l'ordre des choses, tel qu'on le vit depuis quelques années au Niger. À la question du journaliste qui parlait bien de son parti, le Pnds, Mahamadou Issoufou n'a pas trouvé utile de le recadrer pour dire qu'il est le président de la République et qu'il ne saurait appartenir à un parti politique depuis avril 2011. Au contraire ! Comme si la question venait de lui-même, il s'empresse de déclarer que le Pnds n'a pas connu de crise et qu'il ne saurait en connaître parce que son parti serait fondé sur des valeurs. Lesquelles ? Le journaliste lui a bien dit « votre parti, le Pnds » et il l'a accepté, non sans afficher un air de fierté en présentant son parti comme un modèle. Sur quel plan ? Déjà, en février 2019, alors que les empoignades sont en cours au sein du Pnds, Mahamadou Issoufou a tranché. Dans une lettre signée du ministre du Pétrole et vice-président du Pnds, Pierre Foumakoye Gado, il a accepté d'être nommé présentement comme celui qui a choisi Mohamed Bazoum. Un acte partisan notoire dans la mesure où, dans la fameuse lettre de Foumakoye, il n'est pas écrit

« Mahamadou Issoufou », mais bien « le président de la République ».

**Mahamadou Issoufou a désormais enlevé tout doute dans l'esprit de ceux qui refusent d'ouvrir les yeux et de voir ce qu'ils ont sous les yeux.**

Il ne se gêne pas de revendiquer et d'assumer son appartenance à un parti politique, mais trouve le moyen de dégager en touche à propos de Hama Amadou, le chef de file de l'opposition. Interrogé sur le sujet, il prétend qu'il y a séparation des pouvoirs et que ce serait à la justice qu'il faudrait plutôt poser la question. Bref, en se présentant sous les couleurs du Pnds, Mahamadou Issoufou a désormais enlevé tout doute dans l'esprit de ceux qui refusent d'ouvrir les yeux et de voir ce qu'ils voient réellement. Avis aux partis de l'opposition qui, la semaine dernière seulement, en ont appelé à son arbitrage pour faire partir Mohamed Bazoum du gouvernement parce qu'il est désormais candidat investi du Pnds. « On ne peut être juge et partie », a souligné le communiqué signé de Falké Bacharou. Ils sont désormais servis sur un plateau d'or pour le « juge » lui-même.

**Doudou Amadou**



Crise de succession au Pnds

# Mohamed Bazoum confirme, Mahamadou Issoufou dément



Qui dit vrai et qui hallucine ? Interrogé par TV5 Monde où ses pas l'ont conduit en marge de la réunion du G5 Sahel à laquelle il a pris part à Paris, en France, Mohamed Bazoum, le candidat investi du Pnds pour l'élection présidentielle prochaine, a confirmé que l'imixtion de Mahamadou Issoufou et son parti pris en sa faveur était effectivement une façon de mettre un terme aux zizanies que les ambitions individuelles ont créées au sein du parti. Et s'il ne l'a pas clairement nommé, le ministre de l'Intérieur a toutefois fait une allusion assez claire à Hassoumi Massoudou, l'ancien ministre des Finances qui a été finalement limogé du gouvernement pour lui faire le boulevard que l'on sait. Connu pour n'avoir pas sa langue dans sa poche, Mohamed Bazoum n'a, donc, pas tergiversé face à la journaliste de TV5 Monde, ni cherché midi à 14 heures.

« C'est un agenda qui nous a été imposé par quelques soucis dans la préparation de la campagne », a dit Mohamed Bazoum, non sans préciser que dans des circonstances ordinaires, ils auraient envisagé les choses plus tard. Et lorsque la journaliste lui demande si c'est pour mettre fin aux querelles de succession qui ont vu le jour au sein du parti, il répond sans ambages « Oui, c'est aussi pour que nous créons les conditions d'une plus grande cohésion au sein de notre parti » Une version démentie par Mahamadou Issoufou qui faisait face à Fogué Aboubacar de Télésahel dans le cadre du bilan de ses huit années de pouvoir. Interrogé sur cette crise que le Pnds a connu et dans laquelle il est directement intervenu, Mahamadou Issoufou a balayé du revers de la main le fait qu'il y ait eu crise au sein du parti rose qu'il a d'ailleurs présenté

comme le modèle de parti politique qui doit faire école au Niger. « Le Pnds montre la voie de la modernisation politique », a-t-il lâché, non sans se réjouir de l'issue du

sans doute fait plus royaliste que le roi. Mohamed Bazoum, qui a souffert de cette crise et qui sait à quoi il a échappé est certainement celui dont les propos



congrès d'investiture de Mohamed Bazoum. S'il a démenti l'existence d'une crise au sein du Pnds et qui l'a amené à sévir contre Hassoumi Massoudou, Mahamadou Issoufou s'est

reflètent mieux la réalité. Les Nigériens en savent quelque chose et nombre d'observateurs estiment que ce n'est que la première mi-temps du match.

**Doudou Amadou**

## Communiqué de décès

La Grande Famille Karanta Gabey à Niamey, Fandou et Damana, La Grande Famille Alkeidi Toure à Niamey, Tombouctou et Washington, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de la veuve de Feu Salifou Soumaila née Hajia Lala Aicha Alkeidi Toure à Niamey, dans la nuit du samedi 6 avril.

L'enterrement a eu lieu le dimanche 7 avril 2019 au cimetière musulman de Yantala. Les condoléances sont reçues au domicile de la défunte, sise au quartier Plateau, non loin du CEG 6.

## Condoléances

L'équipe du journal *le Canard en furie* présente ses condoléances au DP du Journal le Visionnaire Aboul Karim Soumaila ainsi qu'à toute sa famille, suite au décès de sa mère, dans la nuit du samedi 6 avril 2019. Qu'Allah l'accueille dans son Paradis éternel ! Amine.

# Ce que les Nigériens attendent de Mahamadou Issoufou en 2021

Dans une interview accordée à la télévision nationale samedi dernier, le Président Mahamadou Issoufou a réitéré son engagement de ne pas se maintenir au pouvoir à la fin de son second et dernier mandat en 2021. Mais, il y a plus important que les Nigériens attendent de leur Président pour inscrire son nom en lettres d'or dans les annales de l'histoire de leur pays. A travers l'interview accordée à Télé Sahel, à l'occasion du 3ème anniversaire de son deuxième mandat, le Président Mahamadou Issoufou est revenu plusieurs fois sur son engagement de quitter le pouvoir en 2021, rappelant à qui veut le croire qu'il est un démocrate. Même si le Président Mahamadou Issoufou respecte cet engagement, il n'aura que se conformer à une exigence constitutionnelle. En effet, la Constitution sur la base de laquelle il est arrivé au pouvoir a limité les mandats présidentiels à deux et à mis des garde-fous pour qu'aucun Président ne puisse, par quelque manière que ce soit, faire plus de deux mandats. Quand le Président Issoufou Mahamadou se proclame démocrate pour avoir respecté une disposition de la Constitution, il a peut-être raison de le faire dans une Afrique où bien des Présidents, arrivés à la fin de leurs mandats légaux, ont tenté de modifier les Constitutions de leurs pays pour s'incruster au pouvoir.

Pendant, il est difficile de savoir si sa décision est seulement motivée par le seul fait

qu'il soit un démocrate ou si elle n'est pas aussi due à la peur de subir l'humiliation qu'ont suivie certains de ses prédécesseurs qui ont tenté de se maintenir au pouvoir en violant les Constitutions de leurs pays.

Quoi qu'il en soit, les Nigériens attendent le Président Mahamadou Issoufou sur un autre terrain pour juger de son véritable attachement à la démocratie. Ce terrain c'est celui de l'organisation des élections présidentielles qui vont consacrer le choix de son successeur. S'il est véritablement démocrate comme il le prétend, il doit observer une stricte neutralité entre les différents candidats et éviter d'avoir un parti pris en faveur de l'un ou l'autre des concurrents. Cela suppose qu'il ne doit pas avoir de dauphin, y compris le candidat désigné par le PNDS-TARAYYA et qu'il doit veiller à ce qu'aucun candidat n'utilise les moyens de l'État pour battre campagne. Si en 2016 il était candidat à sa propre succession et qu'il avait l'obligation morale de créer les conditions de sa reconduction à la tête de l'État, en 2021 le Président Mahamadou Issoufou ne doit avoir aucune raison objective pour désavantager certains candidats. Devenu simple arbitre, il doit assurer des élections justes, honnêtes et transparentes et laisser celui que les Nigériens auront choisi lui succéder. Son ancienne homologue du Libéria Ellen Johnson Sirleaf, qui croit véritablement à la démocratie, a eu l'élégance, à la



fin de ses deux mandats, de ne soutenir aucun des candidats à sa succession. Même le candidat de son parti n'a pas bénéficié de son soutien, ce qui a peut-être permis au candidat de l'opposition, l'ancien footballeur Georges Weah, de prendre le pouvoir. Cet attachement incontestable à la démocratie a valu à l'ancienne dirigeante libérienne de renforcer le très convoité «Prix Mo Ibrahim», auquel d'autres anciens

Présidents du continent ont postulé sans être en mesure de répondre aux critères de sélection.

Le Président Mahamadou Issoufou entrera par la grande porte dans l'histoire du Niger, de celle de l'Afrique et même du monde quand, avant de quitter le pouvoir en 2021, il laisse à la tête du Niger un Président qui sera démocratiquement élu par les Nigériens. **MAIGAADAMOU**

## Condoléances

L'équipe du journal *le Canard en furie* présente ses condoléances à monsieur Almoustapha Moussa Idé, Commissaire aux droits de l'Homme à la CNDH, suite au décès de sa mère, le samedi 6 avril 2019.

Qu'Allah l'accueille dans son Paradis éternel ! Amine.

# Kassoum Moctar : du griotisme au mercenariat

Kassoum Moctar, pour ceux qui ne savent pas, c'est ce ministre controversé, dont presque toutes les associations sportives, toutes les fédérations nationales, tous les syndicats du secteur, ont décrié la gestion, mis au pilori les actes de malgouvernance, souvent avec des cas précis dont entre autres, la dernière CAN et ces affaires du stade de Maradi, les championnats de lutte traditionnelle, la villa d'Alfaga, etc. Jamais, dans le pays, un ministre n'a autant été contesté pour incompétence notoire et pour affairisme avéré. Mais le régime, qui l'aime tellement n'a jamais écouté personne, relativement à son incompétence et à ses affaires de malgouvernance.

Comment l'homme en est-il arrivé à charmer les camarades, au point de ne plus rendre perceptible chez ses nouveaux amis, les défauts pour lesquels, dans ce qui serait la volonté du régime d'assainir la gestion publique, on le mit en prison pour répondre de charges de détournement dans la gestion de la Ville de Maradi. Bénéficiant d'une liberté provisoire que l'on refusait à d'autres, et souvent pour des crimes moins graves, il sortit de prison, pour devenir, sous le même régime qui lui en voulait d'avoir mal géré la ville de Maradi, un ministre de la République. Au nom de quelle logique et de quelle pertinence, un régime qui incrimine un homme, le met en prison, s'arrange ensuite pour l'en sortir, peut-il le trouver propre et ministrable, pour l'envoyer dans son gouvernement, alors même que son cas, n'est toujours pas tranché par la justice ? Cela fait-il de la justice ? Ce cas qui, à lui tout seul, souligne désormais sous le magistère d'Issoufou Mahamadou, l'in-

justice et la rupture d'égalité entre les citoyens nigériens, montre à quel point les socialistes n'ont aucun souci pour l'éthique politique, pour la justice sociale et donc par conséquent, pour l'harmonie sociale.

Pourquoi donc, alors que l'administration de son ministère, à travers les syndicats et les associations sportives, décriait sa nullité professionnelle, de son affairisme aussi, la Renaissance s'entête à le garder dans le gouvernement, et prétendre chercher l'efficacité dans l'action gouvernementale ? Pourquoi donc faire la promotion de la médiocrité quand des valeurs sûres sont disponibles pour faire bouger une société et une administration qui souffre de la prévarication de ses agents ? Faut-il dès lors croire que les considérations politiciennes sont plus fortes que les soucis de la performance et de la technicité de la compétence et de la probité intrinsèque des cadres ? L'on sait que l'opposition boycotte le processus électoral que le régime est décidé à organiser pour lui seul, s'entourant, pour légitimer sa démarche en solo, de quelques partis sans envergure, sans éthique et sans projet. Alors que le candidat Bazoum, crie à tue-tête que tout est plié et rangé, que le Niger a le meilleur code électoral, presque répondant à Seïni Oumarou qui en fait aussi un souci, l'on sait d'une part que l'homme pour autant n'est pas serein, habité par des doutes et des peurs, et d'autre part, que la démarche du régime telle qu'elle est envisagée ne saurait rassurer des partenaires qui ne peuvent mobiliser leurs fonds, pour juste légitimer un pouvoir confisqué à travers des élections sans enjeu, et truquées dès le départ. Un con-



frère avait sans doute raison de se demander si le candidat du PNDS compte sur la CENI-maison et le code électoral taillé sur mesure pour se faire élire pour vouloir que rien ne change en eux pour rester tels qu'ils l'ont voulu planifié. Au nom de quel postulat, peut-il juger que ce code est le meilleur et intouchable comme s'il devrait être la bible ? Est-ce parce qu'il lui permet de s'éviter un adversaire ? Ou encore parce qu'il lui permet de mettre en place une CENI et des structures à la solde du régime, avec des hommes majoritairement, sinon exclusivement acquis au système ? Non, et Bazoum a beau être président du parti présidentiel, ministre de l'intérieur, son opinion, ne peut s'imposer à toute la classe politique, et que forcément, la seule solution, face à de telles préoccupations somme toute urgentes, reste le dialogue inclusif qui aboutira à un consensus large possible qui aplanira les divergences sur un certain nombre de préoccupations.

Depuis que la fracture se creuse entre le pouvoir et l'opposition et qu'en l'absence de volonté politique de la part du pouvoir pour convoquer le dialogue indispensable entre acteurs politiques, c'est un autre qui, peu respectueux de son rang, s'active sur les réseaux sociaux, notamment

sur facebook, pour s'attaquer à l'opposition qui ne s'aperçoit pas de son existence politique « même avec un microscope », et profitant de certaines tribunes, dans ses discours, pour lui envoyer quelques piques.

Depuis, l'homme ne fait aucune intervention sans s'attaquer à l'opposition et ce sans que les Nigériens ne comprennent en quoi cette opposition le dérange, notamment pour son « manzement » pour avoir cette fixation sur elle. Ne doit-il son poste finalement qu'à ce rôle d' « insulteur public » de l'opposition pour plaire à ses employeurs ? On sait, après Issoufou qui devrait s'en aller en 2021, le rôle de griot de l'homme qui veut, pour continuer à manger avec lui, tout faire pour plaire à Bazoum dont il pense qu'il est devenu le décideur incontournable du système afin de rentrer dans ses faveurs et sans doute pour pouvoir continuer à occuper les mêmes espaces dans le pouvoir de la Renaissance. Kassoum ne veut plus chômer et pour ce, en rabaisant son rôle de leader politique et de ministre au titre peu glorieux de laudateur officiel de Bazoum et du système, il montre bien qu'il n'a pas de qualités intellectuelles et politiques sur lesquelles, il peut, objectivement, être apprécié pour se voir confier des res-



# Kassoum Moctar : du griotisme au mercenariat

ponsabilités dûment méritées. Il a suffi, la dernière fois que l'opposition par un communiqué de presse, à tout le moins maladroit eu égard à la gravité du sujet qui requiert plutôt une déclaration audacieuse, se prononce contre la posture actuelle incompatible de Bazoum Mohamed, déclaré et « intronisé » candidat de son parti, pour que, Kassoum Moctar, fougueux, monte sur ses grands chevaux, pour tirer à boulet rouge, gratuitement, sur l'opposition.

Il n'en fallait pas plus pour que Kassoum Moctar, le « tireur d'élite » de la Renaissance voit à travers le communiqué de l'Opposition « [...] son désarroi et de son agonie totale ». Pour celui qui décrète la mort de l'Opposition, l'on peut croire qu'il pourrait alors appeler son mentor à dormir désormais sur ses lauriers car en face de lui, toutes les adversités seraient tues et anéanties, complètement gommées et qu'il pourrait alors avancer sur son autoroute pour aller à son sacre de 2021.

Le ministre des sports, ne peut avoir de maturité politique à mieux appréhender les enjeux politiques. Sinon comment comprendre que pour ce ministre d'un niveau de langue qui laisse à désirer, exiger la tenue d'élections crédibles, soit considéré comme « [...] des plus fantaisistes et des plus absurdes », déniaient ainsi à l'opposition son droit de regard sur les conditions dans lesquelles devront se passer les élections, car après tout, celles-ci la concernent au plus haut point et elle a beau être « minoritaire », son opinion compte quant à l'appréciation du processus. Mais on voit bien que les exigences de l'Opposition dérangeant, elles troublent la quiétude des renaissants et leurs

valets, ne supportant plus qu'elle décrédibilise, par ses critiques tout à fait fondées et son refus de cautionner la mascarade en préparation, en s'éloignant notamment de la démarche cavalière du régime, le processus et certainement les prochaines élections, si jamais, elles devraient se passer selon l'agenda que poursuit Bazoum et ses obligés. Comme pris de panique, le louangeur de la Renaissance s'écrie : « les voilà qui reviennent à la charge avec une autre revendication à la limite ridicule ». Son indignation ne saurait s'expliquer car les Nigériens, de quelque bord qu'ils soient, peuvent, sur toute question nationale, exprimer leur désapprobation parce qu'elle s'envisage dans la nation et donc pour eux. On comprend les soucis du ministre laudateur qui reprend en écho à la chansonnette de son « maître », que la question du « code électoral [est] définitivement [réglée] au CNDP et ce malgré leur retrait », ne pouvant se rendre compte justement que ce soit le fait qu'ils (les opposants) ne soient pas là qui pose problème ce d'autant que de ce processus, personne ne peut les exclure et qu'il faille un jour ou l'autre, revenir à de meilleurs sentiments pour se retrouver tous autour d'une table, et aborder sans tabou, toutes les questions dans l'intérêt de la démocratie et celui bien compris de la nation. Mais les observateurs auront compris que le ministre des sports ne comprend rien au fonctionnement d'une élection. Ne sait-il pas que la CENI est administrativement sous la coupe du ministère de l'Intérieur qui est par essence, en démocratie, le ministère chargé des partis politiques et des élections ? Fait-il preuve de mauvaise foi, juste pour

dire les choses qui peuvent plaire à son camp qui a visiblement peur d'élections justes et transparentes ? Aussi, quand il dit que « tout le monde sait qu'au Niger, c'est la CENI qui organise les élections et non le ministre de l'intérieur », il ne fait preuve ni d'intelligence, ni de lucidité intellectuelle. Quand on sait les conditions dans lesquelles les membres de la CENI et notamment de son président et de son vice-président sont choisis, l'on ne peut que douter, et légitimement, que cette « CENI [soit] indépendante ». Dès lors, l'on ne peut s'étonner que Kassoum Moctar, ne puisse comprendre qu'au-delà des textes, il y a le bon sens qu'on n'a pas besoin d'interpeller pour qu'un autre, de lui-même, comprenne des incompatibilités, pour décider, dans un tel cas, de démissionner sans que ce ne soit dans la contrainte, et de s'en aller élégamment, pour préserver son image d'une part et d'autre part, pour assurer la crédibilité d'une élection dans laquelle l'on participe comme candidat car on a beau être intègre, l'on ne peut rassurer des adversaires sceptiques que l'on saura respecter ses devoirs de neutralité qu'allient la fonction de ministre de l'Intérieur et de candidat du camp du pouvoir. Bazoum, comme un autre, ne peut donc être juge et partie. L'avocat de Bazoum peut donc être tranquille : jamais, Bazoum ne peut « [continuer] à être ministre de la République jusqu'à la validation de sa candidature par la cour constitutionnelle » dès lors qu'il a choisi, deux ans avant et avec tous les risques que cela comporte, de se déclarer candidat.

Si tant est que le président de N'Gantchi est « [...] convaincu que personne n'accor-

dera du crédit à un tel communiqué », pourquoi, pour rester logique et conséquent avec lui-même, devait-il perdre son temps précieux de ministre décidément désœuvré à s'activer sur facebook, pour s'occuper, avec une telle hargne, de personnes que personne ne devrait écouter dans le pays.

Et les Nigériens auront compris que le nouveau mercenaire de la Renaissance n'a rien à dire sinon qu'à flatter et faire maladroitement le marketing d'un système qui le fait « manger » et qui l'aura fait oublier les affres de la prison à laquelle, pour aller en mission au profit du régime, il l'aura soustrait, par une liberté provisoire de faveur, d'autant que dans le nouvel Etat de croit, il fait partie des rares personnes à qui ces privilèges sont faits. Alors, le sieur Moctar, aura mieux fait de se taire même s'il doit manquer de travail. Du ministre qu'il est, les Nigériens attendent mieux que des « insultes » gratuites proférées contre des personnes pour lesquelles les règles de la civilité, ne serait-ce que pour son âge, l'obligent à avoir quelque respect.

A.I

## Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

### Directeur de publication

Arouna Yacouba  
99.34.21.99

### Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail: [lecanard.enfurie@yahoo.fr](mailto:lecanard.enfurie@yahoo.fr)

90.00.99.83 / 96.75.34.12

### Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la DARCYS

L'An 8 du Président Issoufou Mahamadou :

## Tajaé le célèbre et se félicite des actions accomplies !

Les populations de la Commune Rurale de Tajaé (région de Tahoua) ont, à travers un imposant meeting, organisé dans le chef-lieu de ladite commune, célébré en grande pompe l'anniversaire de l'An 8 de l'accession du Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou à la magistrature de notre pays. Cet imposant meeting a réuni les populations des différentes contrées de la Commune Rurale de Tajaé, des communes d'Illéla, de Badaguichiri, de Malbaza, de Bagaroua, des départements de la Région de Tahoua, ainsi que des invités venus de Niamey et de toutes les autres régions du Niger. Initiée par Elhadj Ibrahim Alhousseini Ousmane, natif de la commune de Tajaé, la rencontre a pour but de faire



le point des importantes réalisations menées par le Président de la République, à travers les programmes de Renaissance Acte 1 et 2. Un inventaire complet des actions entreprises a permis de dresser un bilan satisfaisant et, en ces circonstances heureuses, des félicitations et encouragements s'imposent ! C'est ainsi que dans plusieurs domaines de la vie de la Nation, des progrès indéniables ont été enregistrés au cours de ces huit ans d'exercice du pouvoir. Loin de pouvoir être complet dans le listing, il est important de noter que, au



cours de la vie de notre pays sous l'ère démocratique, c'est la première fois qu'un Président de la République s'est autant investi dans l'amélioration des conditions de vie des populations et que l'impact de ces actions soit glorifié, de manière vivante par ces populations elles-mêmes !

S'agissant de l'**AGRICULTURE ET de l'ÉLEVAGE**, les principales réalisations du Gouvernement dans ces secteurs ont visé le développement des filières agricoles et animales avec un accent sur la mobilisation de l'eau et l'appui à la campagne pluviale et une attention particulière pour l'alimentation et la santé animale. Le Gouvernement a également réalisé plusieurs actions visant la modernisation de l'**Élevage**, la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux, la maîtrise des con-

ditions sanitaires des animaux et la valorisation des productions animales ainsi que le renforcement des capacités des services d'élevage. On peut également noter que des efforts énormes ont été consentis dans le développement rural à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N qui a permis de résorber la crise alimentaire de 2011 et d'accroître les principales productions agro-sylvo-pastorales. En hydraulique, SEM Issoufou Mahamadou et les équipes qui l'accompagnent ont su définir un programme digne d'un chef-d'œuvre. Les principales réalisations hydrauliques ont concerné l'amélioration de l'accès à l'eau potable sur toute l'étendue du territoire. Sur le plan éducatif, les 8 ans de son SEM MAHAMADOU ISSOUFOU à la tête du pays ont permis d'améliorer l'offre et la qualité des enseignements au niveau de tous les segments du système éducatif. Le domaine de la **santé** a connu une amélioration de la couverture sanitaire à travers la construction, la transformation, l'extension et la réhabilitation d'infrastructures sanitaires.

A cet effet, les efforts ont concerné : la construction de 66 centres de santé intégrés ; la construction de 38 maternités. En grand bâtisseur et porteur de grandes ambitions pour le Niger, le père de la Nation a énormément investi dans les infrastructures énergétiques, pétrolières et pétrolifères. Il s'agit de la construction de la Centrale thermique de Gorou Banda d'une capacité de 100 Mw ; la construction de la raffinerie de SORAZ dont les retombées ont été évaluées à 611.000.000 000 FCFA, le démarrage effectif des travaux de réalisation du Barrage de Kandadji. Les infrastructures routières et urbaines ne sont pas en marge du vaste programme de développement dont les résultats profiteront à plusieurs générations. On peut, entre autres, noter le renforcement du réseau par l'aménagement et le bitumage de nouvelles routes, la réhabilitation de plusieurs tronçons ainsi que la réalisation de plusieurs routes rurales parmi lesquelles on peut citer : la construction de 614 km des routes bitumées ; la construction de 1494.8 km des routes rurales entre autres... Cependant, sans espérer épuiser ce chapelet d'actions concrètes et utiles menées en faveur de nos populations, on peut, et sans risque de se tromper, affirmer que SEM MAHAMADOU ISSOUFOU dispose d'un bilan élogieux depuis qu'il est à la tête de notre pays. Son héritage sera partagé par plusieurs générations à venir. Il a su donner un cachet particulier à la gouvernance démocratique de notre pays à travers la mise en place et la consolidation des



institutions fortes, la promotion de valeurs sûres et l'instauration d'un État de droit qui s'appuie sur une justice sociale tout en bannissant toute sorte d'inégalité, d'exclusion et de marginalisation sociales.

Le Niger d'aujourd'hui est un pays d'espoir pour les jeunes, les moins nantis, les couches défavorisées et vulnérables, et tout ceci n'a été possible que par la matérialisation de la vision éclairée du Président de la République Issoufou Mahamadou. Les populations de la Commune Rurale de Tajaé, ont remercié de vive voix, encore, les autorités de la 7<sup>ème</sup> République à la tête desquelles SEM Mahamadou Issoufou, Président de la République, Chef de l'État. En plus, elles ont profité de l'occasion pour manifester toute leur joie en ce que leur choix n'a pas été un choix erroné car grâce à la clairvoyance et à la hauteur d'esprit du Président Issoufou Mahamadou, le Niger a retrouvé aujourd'hui sa crédibilité au plan national et international. Des témoignages de satisfaction ont été décernés aux Premières Dames, une Croix d'Iférouane au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, SEM Brigi Rafini et un Sabre de Guerrier, symbole de puissance et de bravoure dans la localité, au Président de la République. La cérémonie a pris fin par



une déclaration publiée par les populations pour féliciter M. Bazoum Mohamed pour avoir été plébiscité et investi Candidat de grand du PND S Tarayya, tout en le rassurant de leur indéfectible soutien et leur total engagement à l'accompagner pour une victoire des plus éclatantes dès le premier tour aux prochaines élections Présidentielles. Tajaé a, à sa manière, apporté sa reconnaissance au Président Issoufou Mahamadou en lui souhaitant bon vent pour le restant de son second mandat !

DAN SARKI